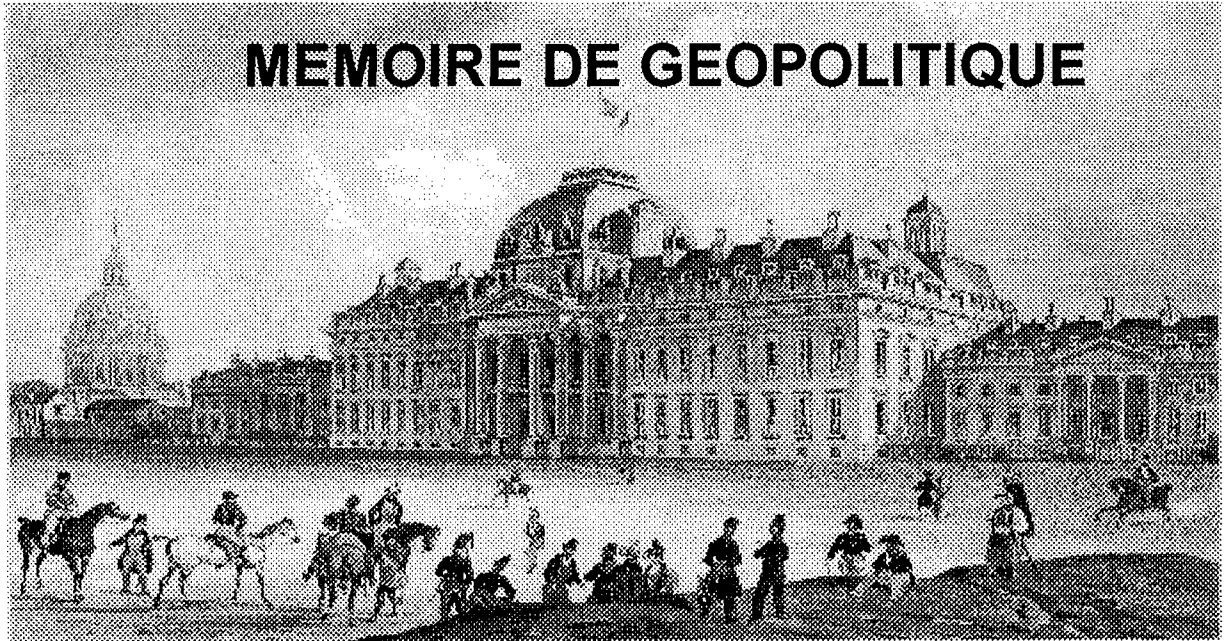
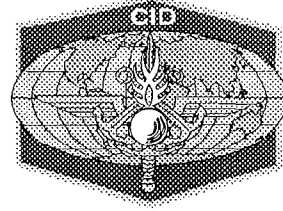
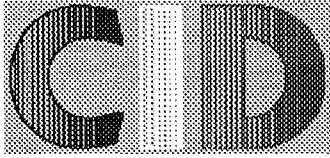


1998-1997



MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

L'impact des élections israéliennes sur le processus de paix dans le Proche-Orient

RESUME

Les élections en Israël en 1996 ont mené à une stagnation du processus du paix au Proche-Orient. Ce mémoire décrit la situation actuelle, les acteurs ainsi que leurs opinions et montre la responsabilité de l'U.E.

cdt KÖNIG
Groupe C6

TABLE DES MATIERES

Introduction	1
Le facteur Netanyahu dans le processus de paix	1
Les implications régionales	3
La politique et les soucis arabes	4
L'importance des différents points de vue concernant le déroulement du processus de paix	6
L'agenda du processus de paix vu par le triangle de forces arabes	7
Conclusion	9

L'arrivée au pouvoir de Benyamin Netanyahu en Israël a mis atteint l'optimisme fonctionnel des observateurs occidentaux qui y ont vus une atteinte à l'accord d'Oslo, ce nouveau Proche-Orient tel qu'il était conçu par l'ancien président Shimon Peres. Les élections en Israël, le changement du gouvernement et les conflits régionaux qui ont suivi les élections n'ont pas arrêté le processus de paix comme quelques analystes l'ont pourtant affirmé dès le début. Aussi, il s'agit d'abord d'examiner les conséquences du changement du gouvernement sur le processus de paix et ensuite d'examiner les réactions arabes aux changements en Israël.

Le facteur Netanyahu dans le processus de paix

Les élections israéliennes du mai 1996 ont surtout démontré qu'Israël fait bien partie de la région, partie du proche et du moyen orient notamment dans le domaine politico-culturel. Cela est si paradoxal que les adhérents des parties de droites critiquent une véritable intégration d'Israël dans le monde arabe. S'il y avait des élections libres dans les pays voisins d'Israël, en Syrie, en Jordanie ou en Egypte et si ces élections avaient comme résultat la volonté de mise en oeuvre d'une politique pacifique, deux alternatives s'ouvriraient alors: soit une politique incluant nécessairement des concessions douloureuses soit une politique proposant une paix sans compromis. La majorité des israéliens souhaitent un paix sans concession quant aux territoires occupés, les syriens, les jordaniens et les autres préféreraient évidemment une paix qui leur restitue ces territoires mais qui en même temps limite le plus possible les relations avec Israël.

Le changement de gouvernement, les six premiers mois de Monsieur Netanyahu au pouvoir et les réactions des pays arabes ont montré une fois de plus à l'Europe et aux Etats Unis ce qu'ils refusent pourtant de voir. Il faut bien comprendre en effet, que le processus de paix du Proche-Orient dans le contexte de conflits régionaux a pour but d'obtenir le pouvoir et les ressources. Il s'agit donc de ne pas mal interpréter les réalités en croyant que les acteurs régionaux recherchent coexistence et collaboration. Le processus de paix ne vient pas terminer le conflit arabo-israélien mais fait au contraire partie de celui-ci.

A cet égard les élections israéliennes signifient en effet retour en arrière mais pas la fin de la processus de paix. Du reste la réaction inquiète mais pas excitée des pays arabes le prouve. Pendant que Netanyahu et son gouvernement ont remis en question des accords ratifiés - le plus spectaculaire a été sans le doute le refus de l'exécution du retrait des forces de Hébron et des régions rurales de Cisjordanie qui avaient pourtant été accepté lors de l'accord Oslo-II - ou à tout le moins, ont voulu les renégocier, les arabes se sont montrés relativement unis cherchant à conserver les acquis. En comparant le style politique imprévisible et provocant de Netanyahu les hommes d'Etat arabes se sont révélés être des managers de crises d'expériences. En minant d'abord de nombreuses réunions au sommet bi- et trilatérale puis avec le premier sommet arabe depuis 1990, ils ont souligné qu'ils ont pris au sérieux le changement de Peres à Netanyahu mais qu'ils le considèrent cependant

comme une affaire interne d'Israël. Du nouveau Chef d'Etat, ils réclament surtout qu'il respecte les accords internationaux signés avec ses prédécesseurs. Déjà avant les élections de mai 1996 les arabes ont eu des doutes quant à la volonté de paix d'Israël. L'opération „Grapes of Wrath“ - la guerre de 16 jours contre le Liban en Avril 1996 - avait, à cet égard, provoqué quelques suspicions dans le monde arabe. De nombreux commentateurs arabes ont vu dans cette opération un événement au moins aussi décisif et négatif pour le dynamique du processus de paix que l'élection de Netanyahu par la suite. D'autres se sont demandé si la différence entre Labor et Likud était vraiment aussi important qu'il le semblait au premier abord.

Il est plus probable que ceux qui ont vu une différence ont raison. Avec Netanyahu, on s'est aperçu que „l'ancien Proche-Orient“ n'est pas mort. L'état „ni guerre / ni paix“ qui existe depuis des années déjà, va continuer un certain temps. Cela implique aussi et toujours la possibilité des conflits armés. Cette possibilité est plus vraisemblable qu'un passage à la paix totale. Malgré la tendance arabe à continuer les négociations, malgré les aveux par principes de l'Israël et malgré l'accord d'Hébron, des progrès substantiels, entre Israël et la Syrie d'une part, et entre Israël et le Liban d'autre part, ne sont pas à attendre dans un proche avenir. Netanyahu a exprimé clairement qu'il exclut toute retraite du Golan, condition première pour une paix avec la Syrie. De plus, la Syrie cherche à éviter la séparation des négociations israélo-libanaises et israélo-syriennes. Sur le plan des négociations entre Israël et les palestiniens, l'évacuation d'Hébron qui a déjà été accordée par Netanyahu, ne constitue pas le point le plus important. En effet même si le premier ministre a déclaré plusieurs fois qu'Israël aspirait à un „état final“ qui comprenait une autonomie palestinienne, ni un Etat palestinien, ni un compromis sur Jérusalem n'a jamais été mentionné. En outre, il veut garder un contrôle militaire israélien sur les vastes territoires occupés. Il est évident que les dirigeants du Likud savent qu'il n'y a pas de solution de paix sans restitution des territoires occupés et sans une forme de souveraineté palestinienne quelle qu'elle soit. Ce sont les conditions sine qua non si Israël veut garder l'image d'un Etat démocratique et accepté dans la région. Le gouvernement israélien a compris qu'il ne peut pas aller contre les accords d'Oslo et qu'il doit accepter l'autorité palestinienne s'il ne veut pas risquer un conflit coûteux qui l'opposerait au 30000 soldats et policiers palestiniens. En revanche pour veut maintenir sa coalition gouvernementale Netanyahu ne pourrait pas aller plus loin hors des négociations d'Hébron. L'importance de ces négociations ne réside pas dans le fond mais dans le fait que le gouvernement Likud a finalement confirmé les négociations du gouvernement précédent. Le projet d'installation d'une nouvelle colonie dans l'est de Jérusalem a fait comprendre à quel point Netanyahu n'est pas partisan d'une paix équitable avec Arafat. Un „état final“ avec l'OLP est pour cette raison dans la constellation des forces actuelle aussi peu vraisemblable qu'un traité de paix avec la Syrie.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura plus de négociations. Un arrêt complet du processus de paix viderait une situation difficile surtout pour les palestiniens et l'équipe de Yasir Arafat, pour qui un retard dans

l'organisation économique et politique du pays aurait pour conséquence la remise en question de sa légitimité. L'éclatement des hostilités entre la police palestinien et l'armée israélienne en septembre 1996 a montré les limites du pouvoir d'Arafat. Il était habile de la part d'Arafat d'insister sur le lien entre l'accord d'Hébron et le retrait progressif des forces israéliennes des régions rurales. Hébron a une haute importance symbolique mais n'est pas le désir le plus important des palestiniens. La questions de liaison entre les parties fragmentés du territoire autonome est plus important. Entre Gaza et le Cisjordanie mais aussi entre les villes du Cisjordanie; Le retrait partiel des forces israéliennes facilite la communication entre ces parties aussi que les activités économiques. En plus elle démontre qu'il y a encore des mouvements donc l'espoir d'aboutir à un „état final“ satisfaisant, même si l'échéance prévu dans les accords d'Oslo, sera dépassée.

Les implications régionales

La perspective de voir le processus de paix s'éterniser ne pose pas seulement des soucis aux palestiniens mais aussi aux libanaises. Pour Beyrouth, ce blocage indiquerait que la fin des conflits militaires dans le sud de leur pays n'est pas pour bientôt. „Grapes of Wrath“ a causé des pertes humaines et des dégâts matériels mais il a surtout, et cela est plus grave, perturbé le programme de reconstruction. La capitale arabe et international étaient effrayé à un moment ou il viennent de commencer à faire confiance au Liban après des années de guerre et guerre civil. L'élite de gestion politique et économique de Liban sait très bien que le pays a des bonnes chances de redevenir un centre économique régional et de soutenir dans des conditions de stabilité intérieure et régionale restent stables. Bien que le gouvernement libanais soit tout sauf souverain la matière de politique de sécurité et de défense à l'extérieur il a montré qu'il faisait de son mieux pour éviter l'offrir un motif ou un prétexte à l'Israël de répéter la guerre de 1996.

Cependant Beyrouth ne peut rien faire sans l'avis de son ami syrien. Damas a souligné qu'il ne donnera pas son assentiment à un traité de paix entre le Liban et l'Israël tant que ce dernier ne serai pas prêt à abandonner le Golan. „Liban en premier“ est inacceptable pour la Syrie qui préconiserait plutôt „Le Liban et la Syrie en premier“. Si la Syrie perd l'espoir de faire des progrès concernant le Golan à bref délai, elle sera peu entreprenante à refréner l'Hiszbollah et les autres organisations libanaises qui se battent contre l'occupation israélienne. Le gouvernement syrien a été surpris par la victoire électoral de Netanyahu, alors qu'il était en mesure de poursuivre les négociations avec Shimon Peres et qu'il était convaincu d'arriver à un accord avec lui. Pourtant, pendant des années la Syrie ce s'est pas précipité pour y arrivé. Vraisemblablement, elle a eu peur de ne pas maîtriser les défis économiques et politiques qui résulteraient d'une relation normale avec Israël. Mais pendant les négociations qui ont eu lieu fin 1995 et début 1996 en Maryland sous l'égide américaine, elle s'est aperçue qu'elle devait prendre le risque d'une paix avec Israël. Cela explique pourquoi le ministre de l'extérieur syrien a exprimé en public son espoir de voir Peres réélu. (En effet le

retrait d'Israël de Golan n'était plus incertain pendant ces négociations. Il s'agissait plutôt de régler les mesures de sécurités, de normaliser les relations bilatérales et de définir la frontière).

Le résultat électoral en Israël n'était attendu ni par la Syrie ni par la plupart des Etats arabes. La réponse arabe conçue sous l'égide de l'Egypte consistait en un rapprochement vers Israël seulement possible à condition de progrès dans les négociations entre Israël, les Palestiniens, les Syriens et les Libanais. L'idée de Netanyahu qui consistait à contourner Damas ou le territoire de Gaza et de nouer des relations avec d'autres pays arabe (comme il l'a annoncé après les élections) restait une illusion. Les pays arabes un peu plus éloignés d'Israël et qui avaient déjà commencé à reprendre des relations économiques et politiques pendant ces trois dernières années ont annoncé qu'ils allaient réviser leur politique de normalisation avec Israël si le gouvernement israélien n'acceptait pas de compromis notamment en ce qui concerne Jérusalem, la souveraineté palestinienne, la colonisation des territoires occupés et le Golan.

Qatar par exemple a renoncé à emménager dans la représentation commerciale qu'elle vient d'installer à Tel Aviv. Le Maroc a refusé d'accueillir le président d'Israël ainsi que son ministre des Affaires de l'extérieur. La Jordanie s'est placée à la coté de l'Egypte et a démontré par des actes symboliques mais aussi pratiques - comme la „visite officiel“ du roi Hussein dans les territoire autonomes - leurs assistance à l'A.P.. De plus elle a essayé d'utiliser la relativement grande réputation de Hussein en Israël pour maintenir la dynamique du processus de paix. L'intervention de Hussein a joué un rôle non-négligeable dans l'aboutissement de l'accord d'Hébron.

La politique et les soucis arabes

Le discours arabe reflète notamment les soucis des élites arabes sur les conséquences d'une nouvelle politique israélienne. Leur perception des risques correspond en partie à ceux des observateurs israéliens ou extrarégionaux et couvrent trois domaines.

Tout d'abord il y a encore une incertitude concernant les buts poursuivis par Netanyahu, surtout dans les relations israélo-palestinienne. La question est de savoir si Netanyahu est un réaliste pragmatique ou finalement un idéologue révisionniste. Cette dernière solution est au cœur de l'inquiétude arabe qui considère que Netanyahu a accepté l'accord d'Oslo pour la forme, et qu'en réalité il veut faire voler en éclat le processus de paix pour établir des faits qui garantiront enfin le rêve d'un plus grand Israël.

Ensuite les Arabes surveillent avec inquiétude sa politique vis à vis de Damas et Beyrouth. Au pire ils craignent que Netanyahu ne se contente pas de gestes martiaux mais au contraire planifie des actions militaires contre la Syrie ou des cibles syriennes au Liban. Dans la supposition plus optimiste que les crises syro-israéliens peuvent être maîtriser, beaucoup d'analystes voient le péril d'une formation d'un bloc régional, soudé par une politique d'alliances militaires. Cela pourrait mener aux

modèles politiques des années 50. Surtout les deux accords militaires israélo-turque signés en 1996 confirment ces craintes. Le scénario d'une polarisation régionale dans laquelle Israël et la Turquie d'un côté s'opposeraient à la Syrie et la Grèce de l'autre, et dans lequel la Jordanie, l'Azerbaïdjan, l'Égypte, l'Iran et l'Arménie devraient plus ou moins choisir un camp, n'est pas sans fondement réel. Des conflits armés en dehors de la région du Proche-Orient, par exemple à Chypre, pourraient déstabiliser toute la région et impliquer des acteurs extrarégionaux, notamment l'OTAN.

Enfin il y a la crainte très concrète que le refus d'Israël à tout compromis ou pire l'échec du processus de paix n'ait des effets sur les situations de politique intérieure. Les islamistes radicaux mais aussi les opposants de toujours aux régimes en place pourrait profiter de la situation. Il est incontestable que le changement en Israël et sa nouvelle politique ont renforcé ces groupes qui ont toujours douté du rapprochement avec Israël et des initiatives de paix trop précipitées. Ils donnent la priorité à la sécurité nationale au détriment de la coopération régionale.

Les Etats arabes se sont donnés de la peine pour conserver les bases du processus de paix et pour y arriver ils ont exercé une pressions sur Israël. La solution aurait de ne pas trop avancer vers la normalisation, sans obtenir des progrès bilatéraux dans les relations israélo-palestiniennes et israélo-syriennes. En effet Israël a plus d'intérêts dans la normalisation, pour des raisons économiques et sociologiques, que ses voisins arabes. Un gel de la normalisation était un moyen pratique et pas cher pour amener Israël à la table des négociations. Il reste à noter qu'en Jordanie ou au Maroc par exemple il est plus populaire de « boudier » le ministre des Affaires extérieures israélien que de l'inviter. Mais au-delà de ces considérations, une politique de gel de la normalisation possède le double avantage de coordonner les politiques arabes à l'encontre d'Israël, mais également de créer un mécontentement des industriels israélien qui voyaient dans l'aboutissement du processus de paix, un possible regain de croissance.

Entre la Syrie et l'OLP d'une part et entre la Jordanie et l'Égypte d'autre part des différences existent sur la manière de conduire le processus de paix. Le durcissement de la politique israélienne a, cependant, estompé ces différences, même si au-delà du processus de paix les conflits entre les Etats arabes ne sont pas terminés, particulièrement pour ce qui est des problèmes de limites territoriales non résolus (Qatar et Bahreïn, l'Égypte et le Soudan, le Jemen et l'Arabie Saoudite) et des problèmes de domination entre l'Algérie et le Maroc et entre l'Arabie Saoudite et le Jemen. En outre il n'y a pas ou peu de conflit idéologique au sein du monde arabe. De plus, la présence d'un état juif fondamentalement différent est désormais, plus ou moins, admis par tous.

Ce qui est en train de se développer est un consensus des élites politiques d'accepter l'ordre interne des autres Etats et de combattre ensemble une propagation des mouvements islamiques violentes pour éviter une déstabilisation possible de la région.

L'importance des différents points de vue concernant le déroulement du processus de paix

Bien que les pays concernés mette l'accent sur leur volonté de paix, aucun progrès important n'est constaté. Une situation qui déçoit les observateurs. Un regard jeté sur les différents calendriers proposés pour le processus de paix peut aider à éclairer cette situation. Les projets politiques comportent des intérêts concrets classés par ordre de priorités et mis dans un cadre d'espace et de temps qui forment un agenda. Des progrès dans un processus de paix ne sont à espérer que si les agendas se superposent, c'est à dire si les protagonistes majeurs sont prêt à négocier sur le même sujet, en même temps et en y affectant une priorité et une urgence similaires, et dans la mesure où les buts de chacun ne sont pas incompatibles. Cela explique pourquoi Israël et les Palestiniens ont pu se mettre d'accord sur le retrait d'Israël de Gaza, bien que les deux parties aient suivi des buts différents (mais pas incompatibles) lors de la déclaration d'Oslo I: Israël voulait se débarrasser de Gaza, qui était à peine contrôlable, et l'OLP cherchait un point de départ pour fonder son état. Depuis 1996 il est devenu évident que les arabes et les israéliens suivent des agendas différents qui se rapprochent sous l'effet de la conjoncture. L'influence du fait que les différentes parties arabes aient des buts divers et que les agendas des acteurs extrarégionaux (USA, Europe) aient peu à voir avec ces des parties régionaux est négligeable. Le différend arabo-israélien apparaît dans les discours contradictoires qui permettent à chaque partie de souligner sa volonté de paix en attendant que l'autre fasse le premier pas.

Netanyahu souligne notamment la priorité des intérêts de sécurité israéliens; on tend à l'avenir vers la paix mais une paix qualifiée „defensible peace“. Israël ne pourrait pas avoir confiance dans des Etats et sociétés arabes qui ne seraient pas encore prêt à la collaboration et à la normalisation. En outre les Etats arabes ne seraient pas fiables sans des changements profonds dans leur politique intérieure et dans leur structure interne, qui les rendraient apte à la paix. Pour y arriver il leur faut accéder à la démocratie en s'ouvrant politiquement et socialement. Aussi longtemps que ces conditions ne seront pas réunies Israël ne pourra pas rendre des territoires importants du point de vue stratégique, ni renoncer à l'arme nucléaire, dont il a le monopole dans la région.

Le discours arabe, pour sa part, a d'autres revendications. Il s'agit des territoires, du respect des droits universels de l'homme (dans les territoires occupés), de l'application non détournée des accords ratifiés, ainsi que quelques questions de sécurité pénibles. Les Arabes exigent d'Israël qu'il respecte les accords déjà ratifiés, qu'il respecte les droits des gens (notamment l'interdiction de s'approprier en force des territoires étrangers et celle de bouleverser la démographie des territoires occupés) et, enfin qu'il reconnaisse les résolutions du conseil de sécurité (242, 338 et 425). Les Arabes pensent qu'une paix mènera à une coopération régionale et à la normalisation. Ils demandent à Israël de signer l'accord de nonutilisation des armes nucléaires pour démontrer leur volonté de paix. En contrepartie ils seraient prêt à faire du Proche-Orient une zone libérée des armes de destruction en masse.

L'agenda du processus de paix vu par le triangle de forces arabes

La raison principale pour laquelle les pays arabes ont développé un consensus minimal concernant les relations avec Israël est la structure relativement stable de la politique extérieure arabe. Le noyau dur de cette structure est formé d'une coalition trilatérale qui se compose de l'Égypte, de la Syrie et de l'Arabie. Ce triangle de forces concentre la puissance du pétrole de l'Arabie et les puissances militaires de l'Égypte et de la Syrie. De plus, ces deux derniers jouent un rôle particulier dans le processus de paix: L'Égypte, car il a été le premier à signé un traité de paix avec Israël et la Syrie parce qu'elle est le dernier état de confrontation important. Aussi longtemps que ces trois pays coordonneront leur politique - et ils le feront au moyen d'entretiens, de sommets le plus souvent bilatéraux, de temps en temps trilatéraux - ,ils pourront décider du rôle de la ligue arabe. Même si leur agendas restent partiellement différents, ils ne sont pas suffisamment éloignés pour rendre impossible une coordination stratégique.

Le Caire et Damas sont liés par leurs positions communes concernant des questions importantes à leurs yeux. Parmi ces questions il y a la peur d'une hégémonie israélienne dans un nouveau Proche-Orient et l'idée de relier économiquement ainsi que politiquement les pays arabe du Golfe dans des rapports arabes. Dans le cadre international l'Égypte possède une réputation et un influence importante qu'elle utilise pour soutenir clairement les revendications syriennes au sujet d'un retrait complet des Israéliens du Golan et du sud de Liban. En revanche la Syrie soutient l'Égypte pour devenir le « leader » du monde arabe. Riad et Le Caire sont liés par une orientation délibérément pro-occidentale et leur lutte commune contre une influence grandissante de l'Iran dans le Golfe. Damas et Riad ont en commun un certain scepticisme vis à vis d'une normalisation arabo-israélienne trop rapide. Dans ce contexte les différences de régimes et de modèles de sociétés n'ont plus aucune importance.

L'agenda commun de cette alliance trilatérale possède trois points centraux. Primo, il s'agit de réaliser la stratégie arabe comme expliquée ci-dessus.

Secundo il s'agit de renforcer la cohérence arabe; Cela implique de donner un profil plus claire à la ligue arabe et de mieux assortir la politique des pays dans certaines domaines sensibles (par exemple par la collaboration des ministres de l'intérieur dans la lutte contre le terrorisme) et de faire avancer la collaboration économique arabe, notamment dans le secteur privé. Le but est la construction d'un marché commun arabe pour faire face à la dominance israélienne qui est à craindre à moyen terme, c'est à dire après les négociations de paix. Considérant le bilan plutôt médiocre des efforts antérieurs pour vaincre les obstacles politiques et politiques de sécurités, il ne faut pas trop attendre d'un tel projet.

Tertio il s'agit de faire pénétrer plus l'U.E. dans cette région. D'un coté on essaye d'utiliser le poids européen pour obtenir des progrès concrets

dans le processus de paix car l'Europe est considéré comme étant plus neutre que les Etats Unis, mais d'un autre coté on compte sur l'intérêt de l'Europe dans une nouvelle définition géopolitique de cette région. Déjà depuis la fin de la guerre froide on ne peut plus classer le Proche et Moyen-Orient dans la catégorie des conflits est-ouest et dans l'avenir on ne pourra pas non plus le réduire au conflit arabo-israélien.

Aujourd'hui on imagine deux modèles futurs: L'un consiste en un nouveau Proche-Orient bâti autour d'Israël. C'est le modèle Peres qui prévoit un ordre régional arabe dans lequel Israël aurait une place importante mais aucune fonction dominante. L'autre serait élargie à une région géographiquement plus étendue qui n'impliquerait ni un dominance arabe ni un dominance israélien.

Le point de départ de la perspective européenne est le projet de zone de paix et de stabilité dans la région euro-méditerranée telle qu'elle a été lancé et clairement défini géopolitiquement par l'U.E. pendant la conférence de Barcelone en novembre 1995 et baptisée „Initiative Méditerranée de l'U.E.“.

Les participants arabes à cette conférence n'ont même pas essayé de coordonner leurs points de vue ni leurs intérêts dans ce projet. A cet égard le discours de Barcelone est très européen. Il s'agissait d'éviter une instabilité dans une région voisine pour protéger l'Europe. Pour y arriver l'Europe propose un libre-échange limité, des aides financières élevées et un dialogue politique organisé. Ce dernier doit contribuer à la construction de structures politique stable dans la totalité de la région.

Bien que Barcelone offre moins que ce que les Arabes avaient espéré il demeure un projet intéressant pour plusieurs raisons. Il n'y a aucune contradiction avec leur vision de l'avenir dans la région, il n'exclut ni la revitalisation des institutions de tout les arabes ni la création d'un marché arabe. Finalement, il peut contribuer à adoucir les réformes structurelles qui doivent être conduites par les différents régimes s'ils veulent continuer à exister dans un environnement économique de plus en plus globalisé.

En même temps „Barcelone“ contribue à maintenir une dynamique minimale dans le processus de paix du Proche-Orient. Cela semble paradoxal car on a pas exigé des pays arabes une collaboration plus poussée avec Israël que celle qu'ils désirent actuellement et qui est motivé par leur propres intérêts. L'initiative méditerranéenne permet de mener un dialogue multilatéral sur des questions de politique de sécurité, d'économie et de culture.

Et c'est justement l'Israël, la Syrie, le Liban et d'autres qui participent à ce dialogue. C'est pourquoi Barcelone semble être un projet réaliste même s'il ne comporte pas de garantie de succès. Si un ou même plusieurs parties se retirait du processus de paix, l'initiative européenne échouerait.

Dans l'état actuel de „ni guerre, ni paix“ Barcelone offre un cadre adapté pour maintenir un minimum de contacts et peut-être même créer un mouvement vers un rapprochement, une construction bâtie sur la confiance et un changement de mentalité concernant la perception des autres. Les chances pour l'Europe de contribuer à un résultat pacifique du conflit arabo-israélien existe mais nécessite de sa part une prise de responsabilités. Ni les tentatives néo-gaullistes pour réanimer la Grande Nation, ni l'attitude allemande qui considère la Méditerranée comme le problème des seuls pays riverains, ni le protectionnisme agricole de l'Europe ne permettra à l'U.E. d'appréhender ses responsabilités d'une manière convenable.